



# **CONSEIL FÉDÉRATIF DE NÉGOCIATION**

**A2223-CFN-017**  
**Décision**

Proposition du 27 mars 2023 – Intersectorielle - Forum

Daniel Gauthier et Comité de négociation  
Le 6 avril 2023

## **Contexte**

Le gouvernement insistait depuis le dépôt du 15 décembre 2022 et aussi dans sa proposition du 22 février dernier pour que ses 3 priorités, qui pour le personnel enseignant sont « l'équipe classe » fassent l'objet de discussions au Forum. Dans ce dépôt, on constate que le gouvernement accepte que ses priorités soient discutées aux tables de négociation.

Étant donné que la partie patronale nous a présenté la proposition du 27 mars comme une première partie d'une proposition globale et que celle-ci serait complétée par le dépôt sectoriel ayant eu lieu hier, le 5 avril en après-midi, le Comité exécutif vous présentera sa recommandation séance tenante.

## **Recommandation**

Déposée séance tenante.

Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales - 15 décembre 2022 | Propositions patronales - 27 mars 2023  | Commentaires   |
|--|---|--|
|  | <b>SOMMAIRE DES MOUVEMENTS DE NÉGOCIATION</b>   |  |
|  | <p>Dans l'objectif de favoriser une perspective d'entente le plus rapidement possible et en considérant plusieurs préoccupations syndicales, le gouvernement a déjà présenté, les 15 décembre 2022 et 22 février dernier, des propositions significatives pour l'ensemble des personnes salariées œuvrant dans ses réseaux. Toujours guidé par l'objectif que les mesures négociées produisent, à brève échéance, des effets concrets, le gouvernement présente aujourd'hui de nouvelles ouvertures importantes qui s'ajoutent et complètent les mouvements effectués depuis le dépôt initial. Le gouvernement espère ainsi que cette démarche permettra, à la partie syndicale, d'effectuer rapidement un mouvement au même effet, notamment en ce qui concerne l'organisation du travail. Les principales ouvertures gouvernementales depuis son dépôt initial sont les suivantes :</p> | <p>Notre analyse est plutôt à l'effet qu'aucune ouverture ni aucun mouvement n'a été effectué par la partie patronale aux tables de négociation du moins en ce qui concerne le personnel enseignant.</p> <p>Dans les matières intersectorielles, aucune présentation concernant les éléments de négociation n'a été faite par la partie patronale.</p> <p>Il a donc été mentionné à la partie patronale que nous nous attendons alors à voir des ouvertures importantes dans le dépôt sectoriel à venir.</p> <p>La partie patronale indique vouloir procéder « le plus rapidement possible », mais se limite à offrir une journée de disponibilité par semaine aux séances de négociation.</p> <p>Quant à l'aspect « significatif », le CFN a dénoncé les offres gouvernementales du 15 décembre.</p> <p>La partie patronale a mentionné à la table de négociation que par « brève échéance », elle vise une entente avant la période estivale ou avant la rentrée scolaire 2023-2024.</p> |
|  | <p><b>Structure salariale et primes temporaires</b></p> <p>1. Rehaussement de la structure salariale, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024, à plus de 280 000 personnes salariées afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>○ Bonifier les échelles salariales de 0,4 % à 1,9 % pour les titres d'emploi des rangements 1 à 11, soit des salaires de moins de 52 000 \$ par année ;</li><li>○ Bonifier significativement, et de façon plus spécifique, les salaires en début de carrière pour les techniciens et professionnels, en majorant, par</li></ul>   | <p>Les enseignantes et enseignants de la FAE ne sont pas touchés par ces mesures.</p>  |

Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

|  |  |  |
|--|--|--|
|  | <p>exemple, le salaire d'entrée d'une infirmière de 6,6 %, d'une technicienne en éducation spécialisée de 3,9 % et d'une travailleuse sociale de 7,8 %.</p> <p>2. Prolongation de toutes les primes prenant fin au 30 mars 2023.</p>   |  |
|  | <p><b>Retraite</b></p> <p>3. Proposition de mesures incitatives temporaires de rétention volontaire pour favoriser le maintien à l'emploi à temps complet, pendant la durée des mesures, d'environ 30 000 personnes salariées expérimentées admissibles à la retraite :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>○ Bonifier la rente de 2 % par année travaillée, soit un ajout de 1 000 \$ par année pour une rente de 50 000 \$ pour toute la durée de la retraite ;</li><li>○ Réduire de 50 % la cotisation au régime de retraite, soit une réduction de près de 3 000 \$ par année de travail supplémentaire pour un salaire de 80 000 \$.</li></ul>  | <p>La partie patronale a précisé verbalement que ces deux mesures en matière de retraite et les autres précisées plus loin dans le document constituent un tout.</p> |
|  | <p><b>Priorités gouvernementales</b></p> <p>Pour améliorer concrètement l'organisation du travail, ces mesures, d'une valeur de près de 700 M\$, bénéficieront au personnel des réseaux, majoritairement féminin :</p> <p>4. Ouverture à traiter des priorités gouvernementales à chacune des tables de négociation, soit distinctement aux tables FAE, FIQ et Front commun.</p> <p>5. Propositions visant l'<b>équipe classe</b> qui permettront aux enseignants d'obtenir un meilleur équilibre de leur charge de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>○ Déployer plus de 4 000 personnes en équivalent temps complet comme aide à la classe afin de réduire les heures brisées et favoriser le temps complet ;</li></ul> | <p>4 : voir section E</p> <p>5 : voir section E</p>  |

Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

|  |   |   |
|--|---|---|
|  | <ul style="list-style-type: none"><li>○ Afin d’assurer un meilleur accompagnement pour les enseignants en début de carrière, bonifier et revoir les dispositions relatives à l’enseignant mentor et à l’enseignant en insertion professionnelle.</li></ul> <p><b>6.</b> Propositions visant <b>l’équipe soins</b> qui concourront à éliminer, notamment, l’utilisation du temps supplémentaire obligatoire :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>○ Implanter un nouvel horaire de travail en misant sur l’octroi de cinq congés additionnels pour favoriser la conciliation famille travail vie personnelle, en plus de représenter une augmentation de près de 7 % du salaire annuel ;</li><li>○ Bonifier à 200 % le paiement pour le temps supplémentaire de fin de semaine ;</li><li>○ Offrir un horaire axé sur une prestation de travail les fins de semaine, incluant des congés hebdomadaires pouvant aller jusqu’à cinq jours, en contrepartie d’une bonification de la rémunération de 16 % ;</li><li>○ Faciliter l’intégration du personnel provenant d’une agence de placement.</li></ul> <p><b>7.</b> Proposition visant <b>l’équipe santé mentale</b> qui permettra de rehausser la rémunération annuelle jusqu’à 125 000 \$ pour près de 3 000 psychologues pour améliorer l’accès aux services publics en santé.</p> | <p>6 : ne concerne pas les enseignantes et enseignants</p> <p>7 : ne concerne pas les enseignantes et enseignants</p> |
|  | <p><b>Mesures nationales complémentaires</b></p> <p><b>8.</b> Complément, par un dépôt sectoriel ultérieur bonifié, visant à solutionner des enjeux propres à chaque secteur, notamment en ce qui concerne la protection de la jeunesse dans le réseau de la santé et des services sociaux et la précarité chez les enseignants du réseau de l’éducation.</p>   | <p>Ce dépôt sectoriel bonifié est annoncé pour le 4 avril 2023.</p>   |

Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales - 15 décembre 2022   | Propositions patronales - 27 mars 2023   | Commentaires   |
|--|--|--|
| <p><b>PRÉAMBULE</b></p> <p>Les mesures convenues dans le cadre des dernières conventions collectives n'ont pu être entièrement mises en œuvre que s'amorce déjà une nouvelle ronde de négociation dans les secteurs public et parapublic.</p> <p>Au sortir d'une pandémie qui a frappé durement, fragilisant au passage l'offre de services, notamment du secteur de la santé et des services sociaux et de celui de l'éducation, voici qu'une réalité s'impose : le monde a changé et celui du travail n'a d'autre choix que de s'adapter. Les impacts du vieillissement de la population se font de plus en plus sentir et plusieurs travailleurs demandent des changements dans la façon de concevoir leur milieu de travail. À cela, s'ajoute le ralentissement de la croissance économique du Québec.</p> <p>Le monde du travail n'échappe pas aux bouleversements ambiants dont les impacts sont accentués par des enjeux de main-d'œuvre qui seront présents pendant plusieurs années encore, compte tenu des tendances démographiques au Québec.</p> <p>Conscient que les emplois dans les secteurs public et parapublic doivent être valorisés par tous, notamment pour y attirer de nouvelles personnes et pour retenir celles qui y œuvrent déjà, le gouvernement entreprend la présente négociation avec l'objectif d'assurer aux personnes salariées des conditions de travail avantageuses, justes et équitables, qui, globalement, sont pour elles le gage d'une fructueuse carrière au service de leurs concitoyens. Il s'engage également à prendre les moyens nécessaires pour assurer leur mieux-être et, par le fait même, augmenter leur satisfaction au travail, créant ainsi un impact positif non négligeable sur les coûts sociaux, humains et financiers pour l'ensemble de la collectivité.</p> | <p><b>PRÉAMBULE</b></p> <p>À l'issue de la précédente négociation, les parties se sont montrées très satisfaites aux chapitres des gains. Fort de ces ententes où les conditions de travail ont été bonifiées de façon importante, le gouvernement a formulé, le 15 décembre dernier, la volonté de résoudre des enjeux d'organisation du travail tout en misant sur la valorisation du personnel. Pour atteindre ces objectifs et ainsi reconnaître le gouvernement comme employeur de choix, il est essentiel que les parties prennent part, ensemble, à l'identification de solutions puisque l'organisation du travail est au centre des préoccupations dans les réseaux. Le gouvernement a ainsi identifié trois grandes priorités qui méritent une attention particulière, soit l'équipe classe, l'équipe soins et l'équipe santé mentale, puisque celles-ci sont au cœur des besoins de la population en matière d'accessibilité et de qualité des services.</p> <p>Dans son dépôt initial, le gouvernement a proposé des augmentations totalisant 11,5 % sur cinq ans, ce qui est à la hauteur des prévisions de l'inflation de 11,7 % pour les années 2023 à 2027. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé, dans son budget 2023-2024, une baisse d'impôt qui profitera à l'ensemble des contribuables québécois dont le fardeau fiscal est parmi les plus élevés en Amérique du Nord. Le gouvernement met en œuvre cette réduction d'impôt tout en assurant le financement des services à la population pour les secteurs névralgiques de l'État, soit principalement la santé et l'éducation.</p> | <p>On ne comprend pas, la mention de la baisse d'impôt dans un dépôt patronal.</p> |

Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

C'est dans ces circonstances que le gouvernement procède aujourd'hui au dépôt de ses propositions en vue du renouvellement des conventions collectives arrivant à échéance le 31 mars 2023.

Également, le 22 février dernier, en lien avec les trois grandes priorités gouvernementales et afin de dégager rapidement des solutions, à l'endroit de ces enjeux de société, le gouvernement a présenté des propositions concrètes pour améliorer l'organisation du travail.

Ainsi, à la veille de l'échéance des conventions collectives, lesquelles auront eu une durée de vie utile d'à peine un an, le gouvernement souhaite donner une impulsion à la négociation en présentant de nouvelles propositions et en précisant plusieurs mesures qui ont déjà été déposées. Les propositions gouvernementales, considérées dans leur ensemble, permettent notamment de reconnaître de façon particulière le travail des personnes salariées qui offrent une prestation de travail à temps complet au bénéfice de la population.

De plus, les difficultés liées à la dispensation des soins et services durant la période estivale et la nécessité d'organiser la prochaine année scolaire requièrent de prioriser les travaux qui y sont liés afin d'être en mesure de mettre en œuvre des solutions porteuses en temps opportun.

Le gouvernement souhaite donc que les présentes propositions bonifiées soient considérées favorablement et de façon responsable par les associations syndicales, d'autant que ce dépôt inclut des propositions rejoignant des préoccupations exprimées par ces dernières, afin de conclure rapidement la négociation au bénéfice de tous. Cette volonté a d'ailleurs été exprimée par la partie syndicale qui se dit être au rendez-vous.

Voir dépôt du 22 février 2023, se résumant essentiellement en 4000 ETC « aide à la classe » pour les enseignants du primaire en début de carrière et ceux qui enseignent à des « classes présentant des défis particuliers »

En ce qui concerne les enseignantes et enseignants, nous recensons des précisions et non pas de nouvelles propositions.

Il restera à voir si le dépôt sectoriel du 5 avril 2023 confirme une telle priorisation.

Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales - 15 décembre 2022  | Propositions patronales - 27 mars 2023 | Commentaires |
|---|--|--------------|
| <p><b>CONTENU DU DÉPÔT</b></p> <p>Outre le préambule et la conclusion qui en font partie intégrante, le dépôt comporte trois volets :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. D'une part, sont énoncés les principes directeurs et priorités gouvernementales qui sous-tendent les propositions du gouvernement (section 1) ;</li><li>2. D'autre part sont détaillées ces propositions gouvernementales, lesquelles prévoient notamment les mesures visant la rémunération et les forums découlant des priorités gouvernementales (section 2) ;</li><li>3. Finalement sont présentés les autres éléments spécifiques au secteur de l'éducation présentés par le Comité patronal de négociation pour les centres de services scolaires francophones. (Section 3).</li></ol> <p><b>CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES</b></p> <p>Le dépôt vise l'ensemble des personnes salariées concernées par la négociation dans les secteurs public et parapublic, dans la mesure où son contenu peut leur être applicable, en tout ou en partie.</p> <p>Vu la responsabilité du BNG d'assurer la coordination et le suivi de la négociation, il y a lieu de préciser que les principes directeurs et les priorités gouvernementales énoncés sont partagés par les représentants patronaux, sans limiter pour autant la possibilité pour les autres représentants patronaux d'énoncer d'autres enjeux ou objectifs, en fonction de leurs spécificités.</p> <p>Il importe aussi de souligner que les propositions gouvernementales du présent dépôt forment un tout avec les dépôts de la partie patronale effectués aux tables sectorielles de négociation.</p> |  |              |
|   |  |              |



Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales - 15 décembre 2022  | Propositions patronales - 27 mars 2023 | Commentaires |
|---|--|--------------|
| <p>De manière générale, les dispositions des conventions collectives qui ne sont pas touchées directement ou indirectement par ces propositions demeurent au statu quo, sous réserve des modifications pouvant être apportées, le cas échéant, à celles-ci au cours de la négociation. Ainsi, compte tenu de la nature évolutive de la négociation, le gouvernement se réserve le droit de soumettre d'autres propositions, de même que des contre-propositions aux demandes des associations syndicales.</p>   |  |              |
| <p><b>SECTION 1</b></p> <p><b>PRINCIPES DIRECTEURS ET PRIORITÉS GOUVERNEMENTALES</b></p> <p>Le gouvernement souhaite conclure des conventions collectives qui soient justes et équitables pour les personnes salariées, qui considèrent le contexte économique actuel, qui tiennent compte de la saine gestion des fonds publics et enfin, qui reflètent les priorités gouvernementales.</p> <p><b>PRINCIPES DIRECTEURS</b></p> <p>Dans le cadre de l'ensemble de la négociation, le gouvernement appliquera les deux principes directeurs suivants qui le guideront :</p> <p>A. Les mesures négociées devront permettre <b>l'accroissement de la force de travail tout en soutenant l'unité collective</b>. À titre d'exemples, il est souhaité regarder de façon particulière :</p> |  |              |

## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 22 décembre 2022   | Propositions patronales 27 mars 2023 | Commentaires |
|--|--------------------------------------|--------------|
| <p>1. Le décroisement professionnel et l'implication de divers intervenants pour travailler ensemble en vue de la réalisation d'un objectif commun ;</p> <p>2. L'augmentation de la présence au travail de manière collective en fonction des besoins de la population, des élèves et des usagers, notamment en tenant compte des aménagements à l'horaire de travail et des différentes étapes d'un cheminement de carrière ;</p> <p>3. L'apport de la communauté dans les différents milieux de travail afin de soutenir le personnel en place dans la réalisation de certaines activités.</p> <p>B. Les mesures mises de l'avant devront avoir comme objectif <b>la valorisation du personnel</b>. À cet égard, le gouvernement invite les parties à considérer, dans les mesures qui seront discutées :</p> <p>1. L'agilité dans l'organisation du travail en promouvant notamment la gestion de proximité ;</p> <p>2. L'équilibre de la charge de travail des personnes salariées en s'assurant notamment d'une utilisation efficiente de leurs champs de pratique ;</p> <p>3. La stabilité et la prévisibilité dans les conditions de travail.</p> <p>Ainsi, pour parvenir à s'entendre sur de nouvelles solutions mutuellement acceptables, les parties seront appelées à faire les choses de façon différente dans le processus de négociation, notamment, pour que les mesures retenues trouvent concrètement application dans les différents réseaux et que des engagements soient pris afin de solutionner les obstacles, le cas échéant.</p> |                                      |              |
|  |                                      |              |
|  |                                      |              |
|  |                                      |              |
|  |                                      |              |
|  |                                      |              |
|  |                                      |              |

Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 22 décembre 2022   | Propositions patronales 27 mars 2023 | Commentaires |
|--|--------------------------------------|--------------|
| <p><b>PRIORITÉS GOUVERNEMENTALES</b></p> <p>Sans enlever d'importance à d'autres éléments, trois grandes priorités gouvernementales méritent une attention particulière dans le cadre de la présente négociation. Les priorités gouvernementales visent les groupes et objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. <b>Équipe classe</b> : miser sur la communauté éducative pour la réussite scolaire et sur une pleine reconnaissance du personnel impliqué qui offre les services éducatifs ;</li><li>2. <b>Équipe soins</b> : soutenir la réforme du réseau de la santé et des services sociaux et assurer un meilleur environnement de travail ;</li><li>3. <b>Équipe santé mentale</b> : améliorer l'offre de services en santé mentale pour la population, tout en misant sur les initiatives pour répondre davantage à la réalité actuelle du personnel.</li></ol> <p>À la lumière des propos véhiculés par les partenaires syndicaux, le gouvernement ne peut que constater que ces objectifs sont globalement partagés. C'est donc sur la base de ces enjeux convergents que les parties pourront amorcer cette ronde de négociation.</p> <p><b>SECTION 2</b></p> <p><b>A) LA DURÉE DES CONVENTIONS COLLECTIVES</b></p> <p>La durée des conventions collectives est un élément crucial pour en assurer une mise en œuvre efficiente. Les parties doivent s'accorder un temps raisonnable pour implanter les mesures nouvellement négociées et en apprécier ensuite leurs effets. De plus, dans le contexte actuel de main-d'œuvre, les parties se doivent d'assurer une paix industrielle suffisamment longue pour leur permettre de considérer des améliorations dans l'offre de services à la population. Ainsi :</p> |                                      |              |
|  |                                      |              |
|  |                                      |              |
|  |                                      |              |
|  |                                      |              |
|  |                                      |              |

Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022   | Propositions patronales 27 mars 2023   | Commentaires   |
|--|--|--|
| <p><b>A) LA DUREE DES CONVENTIONS COLLECTIVES</b></p> <p>1. Il est proposé que les prochaines conventions collectives soient d'une durée de cinq ans, sous réserve d'apporter les modifications législatives requises.</p>   | <p><b>A) LA DUREE DES CONVENTIONS COLLECTIVES</b></p> <p>1. Il est proposé que les prochaines conventions collectives soient d'une durée de cinq ans, sous réserve d'apporter les modifications législatives requises.</p>   | Aucune modification quant à la durée des conventions collectives |
| <p><b>B) LE REGIME SALARIAL</b></p> <p><b>PARAMÈTRES GÉNÉRAUX D'AUGMENTATION SALARIALE</b></p> <p>2. Il est proposé d'octroyer les paramètres généraux d'augmentation salariale suivants :</p> <p><b>Période du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 31 mars 2024</b></p> <p>Chaque taux et chaque échelle<sup>1</sup> de traitement en vigueur le 31 mars 2023 est majoré de 3,0 %<sup>2</sup> avec effet le 1<sup>er</sup> avril 2023<sup>3</sup>.</p> <p><b>Période du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 mars 2025</b></p> <p>Chaque taux et chaque échelle<sup>1</sup> de traitement en vigueur le 31 mars 2024 est majoré de 1,5 % <sup>2</sup> avec effet le 1<sup>er</sup> avril 2024<sup>3</sup>.</p> <p><b>Période du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 mars 2026</b></p> <p>Chaque taux et chaque échelle<sup>1</sup> de traitement en vigueur le 31 mars 2025 est majoré de 1,5 % <sup>2</sup> avec effet le 1<sup>er</sup> avril 2025<sup>3</sup>.</p> | <p><b>B) LE REGIME SALARIAL</b></p> <p><b>PARAMÈTRES GÉNÉRAUX D'AUGMENTATION SALARIALE</b></p> <p>2. Il est proposé d'octroyer les paramètres généraux d'augmentation salariale suivants :</p> <p><b>Période du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 31 mars 2024</b></p> <p>Chaque taux et chaque échelle<sup>1</sup> de traitement en vigueur le 31 mars 2023 est majoré de 3,0 %<sup>2</sup> avec effet le 1<sup>er</sup> avril 2023<sup>3</sup>.</p> <p><b>Période du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 mars 2025</b></p> <p>Chaque taux et chaque échelle<sup>1</sup> de traitement en vigueur le 31 mars 2024 est majoré de 1,5 %<sup>2</sup> avec effet le 1<sup>er</sup> avril 2024<sup>3</sup>.</p> <p><b>Période du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 mars 2026</b></p> <p>Chaque taux et chaque échelle<sup>1</sup> de traitement en vigueur le 31 mars 2025 est majoré de 1,5 %<sup>2</sup> avec effet le 1<sup>er</sup> avril 2025<sup>3</sup>.</p> | Aucune modification quant aux paramètres d'augmentation          |

<sup>1</sup>. La majoration des taux et échelles est calculée sur la base du taux horaire.

<sup>2</sup>. Toutefois, les clauses des conventions collectives relatives aux personnes salariées hors taux ou hors échelle s'appliquent.

<sup>3</sup>. Pour les enseignantes et les enseignants des centres de services scolaires et commissions scolaires, la date d'application des majorations salariales est le 141<sup>e</sup> jour de travail de l'année scolaire. Pour les enseignantes et les enseignants des collèges, la date d'application des majorations salariales est le 1<sup>er</sup> avril.

## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022   | Propositions patronales 27 mars 2023  | Commentaires   |
|--|---|--|
| <p><b>Période du 1<sup>er</sup> avril 2026 au 31 mars 2027</b></p> <p>Chaque taux et chaque échelle<sup>1</sup> de traitement en vigueur le 31 mars 2026 est majoré de 1,5 % <sup>2</sup> avec effet le 1<sup>er</sup> avril 2026<sup>3</sup>.</p> <p><b>Période du 1<sup>er</sup> avril 2027 au 31 mars 2028</b></p> <p>Chaque taux et chaque échelle<sup>1</sup> de traitement en vigueur le 31 mars 2027 est majoré de 1,5 %<sup>2</sup> avec effet le 1<sup>er</sup> avril 2027<sup>3</sup>.</p> | <p><b>Période du 1<sup>er</sup> avril 2026 au 31 mars 2027</b></p> <p>Chaque taux et chaque échelle<sup>1</sup> de traitement en vigueur le 31 mars 2026 est majoré de 1,5 %<sup>2</sup> avec effet le 1<sup>er</sup> avril 2026<sup>3</sup>.</p> <p><b>Période du 1<sup>er</sup> avril 2027 au 31 mars 2028</b></p> <p>Chaque taux et chaque échelle<sup>1</sup> de traitement en vigueur le 31 mars 2027 est majoré de 1,5 %<sup>2</sup> avec effet le 1<sup>er</sup> avril 2027<sup>3</sup>.</p> |  |
| <p><b>RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE</b></p> <p>3. Il est proposé de verser une rémunération additionnelle correspondant à 1 000 \$ à toute personne salariée, en fonction des heures rémunérées pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023, selon les modalités à convenir entre les parties.</p>   | <p><b>RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE</b></p> <p>3. Il est proposé de verser une rémunération additionnelle correspondant à 1 000 \$ à toute personne salariée, en fonction des heures rémunérées pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023, selon les modalités à convenir entre les parties.</p>  | <p>Aucune modification quant à la rémunération additionnelle</p> |

<sup>1</sup>. La majoration des taux et échelles est calculée sur la base du taux horaire.

<sup>2</sup>. Toutefois, les clauses des conventions collectives relatives aux personnes salariées hors taux ou hors échelle s'appliquent.

<sup>3</sup>. Pour les enseignantes et les enseignants des centres de services scolaires et commissions scolaires, la date d'application des majorations salariales est le 141<sup>e</sup> jour de travail de l'année scolaire. Pour les enseignantes et les enseignants des collèges, la date d'application des majorations salariales est le 1<sup>er</sup> avril.

Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022  | Propositions patronales 27 mars 2023  | Commentaires   |
|---|---|--|
| <p><b>AJUSTEMENT DES PRIMES ET ALLOCATIONS</b></p> <p>4. Il est proposé que chaque prime, à l'exception des primes mentionnées en annexe et des primes exprimées en pourcentage, et chaque allocation soient majorées à compter de la même date et du même pourcentage ainsi qu'il est déterminé à la proposition n° 2.</p>   | <p><b>AJUSTEMENT DES PRIMES ET ALLOCATIONS</b></p> <p>4. Il est proposé que chaque prime, à l'exception des primes fixes<sup>4</sup> et des primes exprimées en pourcentage, et chaque allocation soient majorées à compter de la même date et du même pourcentage ainsi qu'il est déterminé à la proposition n° 2.</p>   | Aucune modification quant à l'ajustement des primes et allocations |
| <p><b>AJUSTEMENT DE LA STRUCTURE SALARIALE ET DES ÉCHELLES SALARIALES</b></p> <p>Le gouvernement recherche constamment des façons de se distinguer afin de valoriser les emplois dans les secteurs public et parapublic. À cet effet, des modifications à la structure salariale ont déjà été apportées dans le cadre de la dernière ronde de négociation. Le gouvernement souhaite poursuivre les travaux amorcés. Pour ce faire :</p>   | <p><b>AJUSTEMENT DE LA STRUCTURE SALARIALE ET DES ECHELLES SALARIALES</b></p> <p>5 Il est proposé d'ajuster la structure salariale et les échelles salariales à compter du 1er avril 2024, selon l'Annexe, de manière à cibler, vu le contexte de main-d'œuvre dans les secteurs public et parapublic, principalement les personnes salariées occupant un titre d'emploi des premiers rangements ainsi que les salaires en début de carrière pour certains titres d'emploi.</p> |  |
| <p><b>PRIMES TEMPORAIRES</b></p> <p>Afin de poursuivre les échanges sur certains sujets, bon nombre de comités interrondes ont été prévus aux conventions collectives 2020-2023, dont certains doivent se conclure postérieurement à la date d'échéance. Ainsi :</p> <p>6. Il est proposé de poursuivre les discussions concernant la prime versée à certains titres d'emploi d'ouvriers spécialisés, laquelle est à portée intersectorielle, en prenant en considération les travaux déjà effectués, et, s'il y a lieu, d'établir les mesures appropriées.</p> | <p><b>BUDGET</b></p> <p>6 Il est proposé, pour les comités interronde bénéficiant d'un budget, que les sommes non engagées, le cas échéant, soient reportées au-delà du 30 mars 2023 aux fins de la réalisation de leurs mandats.</p>   |  |

Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022  | Propositions patronales 27 mars 2023   | Commentaires  |
|---|--|---|
| <p>7. Il est proposé, concernant la prime de rétention pour le titre d'emploi de psychologue, de tenir les échanges au forum portant sur l'équipe santé mentale (voir propositions n<sup>os</sup> 21 et 22).</p>  |  |   |
| <p><b>C) LE RÉGIME DE RETRAITE</b></p> <p>Les propositions concernant le Régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) se déclinent en trois axes, lesquels sont interreliés et complémentaires. Ils s'inscrivent dans la vision du gouvernement qui souhaite maintenir des services publics de qualité en misant sur l'accroissement de la force de travail de ses personnes salariées, notamment par le levier de la rétention du personnel expérimenté au sein des secteurs public et parapublic.</p> <p><b>AJUSTEMENT DU RREGOP AU NOUVEL ENVIRONNEMENT DE LA RETRAITE AU QUÉBEC</b></p> <p>Afin d'adapter le RREGOP au nouvel environnement de la retraite au Québec, il est souhaité de modifier l'arrimage entre le RREGOP et le Régime de rentes du Québec (RRQ), ce dernier ayant été bonifié au cours des dernières années. Ce nouvel arrimage se ferait sans affecter le niveau de remplacement de revenu global des retraités de l'État tel qu'il était avant la bonification du RRQ. À cet égard :</p> <p>8. Il est proposé de modifier la formule de calcul de la rente du RREGOP afin d'éviter de favoriser les départs hâtifs à la retraite, et ce, tout en tenant compte de la bonification du RRQ.</p> | <p><b>C) LE RÉGIME DE RETRAITE</b></p> <p>7 Il est proposé de modifier la formule de calcul de la rente du RREGOP de manière à prévoir que, pour les années de service accumulées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, le crédit de rente annuel soit de 1,4 % pour la portion du salaire inférieure ou égale au maximum supplémentaire des gains admissibles (MSGa) et de 2 % pour la portion du salaire supérieure au MSGa.</p> | <p>La partie patronale a précisé de quelle manière elle souhaite modifier la formule de calcul de la rente du RREGOP afin de retarder les départs à la retraite et de tenir compte de la bonification du RRQ.</p> <p>Cette formule de calcul viendrait réduire le taux d'accumulation de la rente du RREGOP pour les années cotisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Nous comprenons que la coordination avec le RRQ serait donc abolie pour les années cotisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.</p> |

## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022   | Propositions patronales 27 mars 2023  | Commentaires   |
|--|---|--|
| <p><b>MODIFICATION AUX DISPOSITIONS ACTUELLES DU RÉGIME POUR MAINTENIR LE PERSONNEL EXPÉRIMENTÉ À L'EMPLOI</b></p> <p>Le gouvernement continuera de faire face, dans les prochaines années, à des enjeux de main-d'œuvre. Des modifications à certaines dispositions du RREGOP sont donc impératives afin de favoriser la rétention du personnel expérimenté. Ainsi, il est souhaité d'introduire les leviers suivants :</p> |   |  |
| <p><b>9.</b> Il est proposé de modifier le critère de 35 années de service en ajoutant un critère d'âge minimal à 57 ans.</p>  | <p><b>8</b> Il est proposé de modifier le critère de 35 années de service en ajoutant un critère d'âge minimal à 57 ans, et ce, le plus rapidement possible.</p> <p><b>9.</b> Il est proposé, et ce, le plus rapidement possible, de modifier le critère de retraite avec réduction afin de permettre aux participants âgés de moins de 55 ans de prendre leur retraite s'ils ont accumulé au moins 35 années de service.</p> | <p>La partie patronale est venue préciser sa proposition initiale afin que les personnes âgées de moins de 55 ans ayant atteint 35 années de service pour l'admissibilité puissent malgré tout prendre leur retraite, mais en subissant une réduction actuarielle dont la hauteur sera calculée jusqu'à l'âge de 57 ans.</p> |
| <p><b>10.</b> Il est proposé de modifier les modalités de la retraite progressive en permettant une prolongation de l'entente entre le participant et l'employeur, selon des modalités à déterminer.</p>   | <p><b>10.</b> Il est proposé, et ce, le plus rapidement possible, de modifier les modalités de la retraite progressive en permettant que l'entente initiale entre le participant et l'employeur puisse être prolongée jusqu'à un maximum de sept années de retraite progressive au total.</p>   | <p>La partie patronale est venue préciser de quelle manière elle souhaite que les ententes de retraite progressive puissent être prolongées, soit en permettant l'extension de deux années une fois l'entente initiale terminée.</p>   |
| <p><b>11.</b> Il est proposé d'augmenter l'âge maximal de participation de 69 à 71 ans, et ce, en continuité avec les discussions tenues entre les parties négociantes au sein des comités de travail sur le RREGOP.</p>   | <p><b>11.</b> Le plus rapidement possible, il est proposé d'augmenter l'âge maximal de participation de 69 à 71 ans, et ce, à la suite des discussions tenues entre les parties négociantes au sein des comités de travail sur le RREGOP.</p>   | <p>Aucune modification quant à cet élément</p>   |



## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022  | Propositions patronales 27 mars 2023   | Commentaires  |
|---|--|---|
| <p><b>INTRODUCTION DE DISPOSITIONS TEMPORAIRES AFIN DE FAVORISER LA RÉTENTION DU PERSONNEL EXPÉRIMENTÉ</b></p> <p>Le gouvernement entend également miser sur des mesures incitatives afin de favoriser le maintien à l'emploi des personnes salariées expérimentées. Pour cette raison :</p>  |  |   |
| <p><b>12.</b> Il est proposé de mettre en place, en lien avec le RREGOP, un programme de rétention volontaire visant le maintien à l'emploi du personnel expérimenté. Ce programme temporaire offrirait des mesures en vue d'encourager les employés à travailler au-delà de leur critère de retraite sans réduction, selon des modalités à déterminer.</p> | <p><b>12</b> Il est proposé de mettre en place, en lien avec le RREGOP, un programme de rétention volontaire, pour une durée de cinq années, visant le maintien à l'emploi du personnel expérimenté, en instaurant les mesures suivantes en vue d'encourager les personnes salariées à travailler à temps complet, selon les conditions de travail applicables, au-delà des critères de retraite sans réduction, et ce, le plus rapidement possible :</p> <p><b>12.1</b> Bonification de la rente de retraite de 2 % par année travaillée après l'atteinte du premier critère de retraite sans réduction ;</p> <p><b>12.2</b> Réduction de 50 % de la cotisation du participant qui demeure à l'emploi après l'atteinte du premier critère de retraite sans réduction.</p> | <p>La partie patronale a précisé quelles sont les mesures de rétention envisagées afin d'encourager les personnes admissibles à une rente sans réduction actuarielle à rester au travail. Ces mesures demeureraient en place pour 5 ans, soit la durée de la convention proposée.</p> |
| <p><b>D) LE RÉGIME DE DROITS PARENTAUX</b></p> <p>Le régime de droits parentaux est mature et répond aux besoins des personnes salariées qui en bénéficient. Néanmoins, l'actualisation de certaines dispositions pourrait permettre d'assurer une plus grande équité à travers le temps. Ainsi :</p>   |  |   |

## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022  | Propositions patronales 27 mars 2023  | Commentaires                                    |
|---|---|---|
| <p><b>13</b> Il est proposé de remplacer la formule de calcul de l'indemnité du congé de maternité afin d'assurer que la personne salariée reçoit une indemnité égale à la différence entre son salaire hebdomadaire de base et le montant des prestations qu'elle reçoit ou recevrait, si elle en faisait la demande, en vertu du Régime québécois d'assurance parentale ou en vertu du Régime d'assurance-emploi, et ce, en tenant compte de la valeur des exonérations de cotisations que son statut lui confère.</p>  | <p><b>13.</b> Il est proposé de remplacer la formule de calcul de l'indemnité du congé de maternité afin d'assurer que la personne salariée reçoit une indemnité égale à la différence entre son salaire hebdomadaire de base et le montant des prestations qu'elle reçoit ou recevrait, si elle en faisait la demande, en vertu du Régime québécois d'assurance parentale ou en vertu du Régime d'assurance-emploi, et ce, en tenant compte de la valeur des exonérations de cotisations que son statut lui confère.</p> | Aucune modification quant aux droits parentaux. |
| <p><b>14</b> Il est proposé de modifier le document maître sur les droits parentaux afin d'intégrer les éléments convenus par les parties négociantes issues des travaux des comités de travail sur les droits parentaux.</p>   | <p><b>14.</b> Il est proposé de modifier le document maître sur les droits parentaux afin d'intégrer les éléments convenus par les parties négociantes dans le cadre des travaux des comités de travail sur les droits parentaux.</p>   |   |
| <p><b>E) LES PRIORITÉS GOUVERNEMENTALES</b></p> <p>Dans le respect des principes directeurs, les forums patronaux et intersyndicaux (forums) constituent une opportunité pour les parties d'examiner de façon prioritaire des enjeux de société fondamentaux qui transcendent, pour la plupart, les responsabilités d'un seul secteur, ce qui nécessite donc une collaboration intersectorielle dans la recherche de solutions. Dans le même sens, ces enjeux ne peuvent se résorber avec la seule intervention des acteurs nationaux à la négociation. Ainsi, sous l'égide du BNG*, les parties sont invitées à travailler conjointement, et de façon concomitante, aux tables de négociation, sur des enjeux particuliers, soit, le soutien à :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'équipe classe ;</li> <li>2. L'équipe soins ;</li> <li>3. L'équipe santé mentale.</li> </ol> |   |   |

## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022   | Propositions patronales 27 mars 2023  | Commentaires  |
|--|---|---|
| <p>Les principaux constats étant déjà, pour la plupart, connus des parties, il y a lieu de s'assurer que les discussions entourant ces sujets se tiennent de façon prioritaire et qu'un bilan soit soumis aux parties négociantes dans un délai rapproché. L'objectif étant que les solutions convenues, dans le cadre de la négociation, soient rapidement mises en place dans les réseaux.</p> <p>Certaines dispositions, comme elles sont libellées actuellement, pourraient constituer des obstacles à ce déploiement. De la même manière, des facteurs extérieurs à la négociation pourraient aussi venir freiner la réalisation des objectifs, que ce soient des éléments relevant de l'intervention d'acteurs externes à la négociation nationale ou certaines dispositions législatives limitatives. Les acteurs locaux pourront ainsi retirer une plus grande agilité dans l'organisation du travail.</p> <p>Dans ce contexte, les forums sont donc des lieux de discussions et de réalisations par excellence, où les acteurs patronaux concernés seront présents pour soulever les enjeux, identifier les dénominateurs communs, convenir de mesures ou formuler des recommandations. Enfin, pour assurer les liens entre les différentes catégories d'emploi impliquées, les associations syndicales visées sont invitées à échanger de manière intersyndicale aux différents forums.</p> <p><b>L'ÉQUIPE CLASSE</b></p> <p>Le gouvernement a clairement exprimé et démontré la place importante de l'éducation dans notre société. Il a d'ailleurs réitéré qu'il était prêt à aller plus loin dans le cadre de la présente négociation afin d'augmenter les taux de diplomation et favoriser la réussite éducative de tous les élèves. La situation pandémique est certainement venue mettre une pression additionnelle sur le personnel scolaire.</p> |   |   |
|  |   |   |
|  |   |   |
|  | <p>Afin de diriger rapidement les discussions sur le fond des enjeux, le gouvernement prévoit que les équipes de négociation dédiées au traitement des priorités soient réunies avec celle de la table centrale ou des tables unifiées, selon la représentation déterminée par la partie syndicale. Le quantum des membres syndicaux étant alors convenu entre les parties.</p> | <p>La partie patronale nous indique que le Gouvernement accepte de se rendre aux tables de négociation pour discuter des sujets qu'il considère comme des « priorités gouvernementales », soit les sujets dont la partie patronale souhaitait discuter lors du forum équipe classe.</p> |

## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022  | Propositions patronales 27 mars 2023  | Commentaires   |
|---|---|--|
| <p>En effet, il existe des besoins de rattrapage pour les élèves suivant la pandémie, principalement ceux ayant des besoins particuliers. Pour atteindre cet objectif pour les élèves, il est aussi primordial de porter une attention particulière au soutien à accorder au personnel enseignant et aux questions afférentes à leur charge de travail.</p> <p>Il est également essentiel de prioriser la présence d'une enseignante ou d'un enseignant légalement qualifié dans chacune des classes du Québec et d'utiliser le personnel scolaire, déjà à l'emploi des organismes scolaires, ainsi que les acteurs de la communauté à leur plein potentiel, et ce, au bénéfice de la réussite éducative de tous les élèves.</p> <p>Dans ce contexte :</p> <p><b>15.</b> Il est proposé de mettre sur pied un forum sur l'équipe classe de façon à mettre tout en œuvre afin d'appuyer le personnel enseignant dans l'accomplissement de ce travail fondamental, lequel aurait notamment comme mandats :</p> <p><b>15.1</b> De proposer des moyens visant l'aide à la classe et ses effets afin de soutenir davantage le personnel enseignant et de recentrer leur rôle sur les tâches pédagogiques. Ainsi, la possibilité d'introduire le principe de l'aide à la classe ou encore l'utilisation d'un autre corps d'emploi pourrait, selon certains paramètres, permettre d'atteindre cet objectif ;</p> |   |  |
|   |   |  |
|   |   |  |
|   | <p><b>15</b> Pour le primaire, il est proposé de déployer 4 000 ETC d'aide à la classe (en moyenne 10 à 15 heures/classe) visant à accompagner les élèves et à soutenir davantage le personnel enseignant titulaire, en priorisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les enseignants dans des classes présentant des défis particuliers, et ce, dans toutes les écoles du Québec ;</li> <li>○ Les enseignants en début de carrière dans toutes les écoles du Québec.</li> </ul> <p>Cette proposition dispose des demandes syndicales notamment celles visant l'allègement de la tâche et les demandes patronales et syndicales ayant comme effet de modifier le ratio du nombre d'élèves par classe.</p> | <p>Se retrouvait dans le dépôt du 22 février 2023</p> <p>Cela laisse entendre que la partie patronale retirerait sa demande de révision et actualisation des règles de formation des groupes d'élèves se retrouvant à l'Orientation 2 – Thème 2 du dépôt patronal du 15 décembre 2022.</p> |

## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022  | Propositions patronales 27 mars 2023   | Commentaires   |
|---|--|--|
| <p><b>15.2</b> De proposer des moyens pour réduire la précarité par le travail à temps complet et la réduction des heures brisées ;</p>   | <p><b>16</b> Afin de permettre au personnel de soutien, par exemple les éducatrices ou éducateurs en service de garde d'apporter son soutien en classe, il est nécessaire de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Favoriser la création de postes à temps complet et des horaires de travail en continu afin de rendre ces postes plus attractifs, lorsque l'organisation du travail le permet ;</li> <li>○ Réviser certaines dispositions nationales et/ou locales notamment afin de permettre la fusion de postes et la révision des statuts d'emploi.</li> </ul> <p>Cette proposition vise à réduire la précarité, rendre la permanence accessible à un nombre significatif d'emplois occupés majoritairement par des femmes, assurer la stabilité des équipes-écoles et limiter les mouvements de personnel.</p> | <p>Ne concerne pas les enseignantes et enseignants.</p>  |
| <p><b>15.3</b> D'identifier des mesures visant l'accompagnement et l'intégration des enseignantes et des enseignants en début de carrière en optimisant l'insertion professionnelle et le mentorat.</p> | <p><b>17</b> Afin de favoriser le maintien dans la profession enseignante des enseignants en début de carrière et les plus expérimentés, il est proposé de prévoir, notamment, les mesures d'accompagnement et de soutien suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ La révision des annexes portant sur les enseignants en insertion professionnelle et les enseignants mentors, afin d'optimiser les modalités existantes ;</li> <li>○ La mise en place de mesures favorisant la persévérance dans la profession particulièrement en début et en fin de carrière.</li> </ul>   | <p>Il s'agit d'un élément nouveau.</p> <p>La partie patronale nous a dit souhaiter que la révision des annexes XLIX (Enseignante ou enseignant en insertion professionnelle) et L (Enseignante ou enseignant mentor) se fasse à la lumière du fait que les CSS n'ont pas été en mesure de combler les 400 postes ETC d'enseignants mentor.</p> |

## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022   | Propositions patronales 27 mars 2023  | Commentaires   |
|--|---|--|
| <p>Ainsi, la consolidation de l'équipe classe contribuera à instaurer, au sein de l'établissement, un climat propice aux apprentissages, au mieux-être et à la sécurité des élèves.</p> <p><b>16.</b> Dans le cadre des travaux et afin d'atteindre les objectifs du forum, certaines difficultés associées à des dispositions locales devront être considérées, notamment celles portant sur le processus d'affectation ou d'octroi des contrats.</p> | <p><b>18</b> Afin de confier aux enseignants des responsabilités en adéquation avec leur capacité et leur expérience et favoriser la rétention des enseignants en début de carrière, il est nécessaire de réviser certaines dispositions nationales et/ou locales afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Modifier les modalités entourant l'application de l'ancienneté afin de favoriser la rétention des enseignants en début de carrière ;</li> <li>○ Rendre la liste de priorité d'emploi plus efficiente ;</li> <li>○ Affecter le personnel enseignant le plus tôt possible ;</li> <li>○ Limiter les mouvements de personnel enseignant d'une année à l'autre et en cours d'année ;</li> <li>○ Offrir aux organismes scolaires la souplesse nécessaire dans l'application de la procédure d'affectation et de mutation.</li> </ul> <p>Cette proposition vise à améliorer la stabilité des équipes-écoles, la continuité et la qualité des services éducatifs en cours d'année et d'une année à l'autre ainsi que la réussite des élèves.</p> | <p>La partie patronale nous a indiqué qu'elle souhaite que les parties nationales convainquent les parties locales de modifier ces matières locales.</p> |
| <p><b>17.</b> Les étudiantes et étudiants au baccalauréat en enseignement constituent un bassin de main-d'œuvre apte à soutenir l'équipe classe, en plus de leur offrir une expérience enrichissante en tant que futures enseignantes ou enseignants.</p>  | <p><b>19</b> Il est proposé de prévoir la mise en place de conditions facilitantes pour permettre aux étudiants du baccalauréat en enseignement ou d'un baccalauréat connexe pertinent à l'emploi de travailler dans les établissements scolaires en cours d'année, et ce, notamment en révisant les dispositions de l'annexe portant sur l'encadrement des stagiaires.</p>   | <p>Volonté patronale de réviser l'annexe 43 sans autre précision à ce stade.</p>   |

Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales  |   | Commentaires |
|--|---|--------------|
| <p>Ainsi, des mesures porteuses pourraient être évaluées pour dégager des solutions permettant de bénéficier de leur apport dans la classe, tout en tenant compte de leurs réalités propres. À cela, s'ajoute aussi la recherche de solutions additionnelles aux enjeux de main-d'œuvre vécus dans le réseau de l'éducation, visant à bonifier le bassin de personnel enseignant détenant les qualifications requises pour favoriser la réussite éducative des élèves. Pour discuter de ces enjeux et trouver des solutions, des liens avec les maisons d'enseignement seront essentiels.</p>  | <p><b>20</b> Il est proposé de prévoir des solutions additionnelles aux enjeux de main-d'œuvre vécus dans le réseau de l'éducation permettant de bonifier le bassin de personnel enseignant détenant les qualifications requises pour favoriser la réussite éducative des élèves.</p> |              |
| <p><b>L'ÉQUIPE SOINS</b></p> <p>Pour permettre au réseau de la santé et des services sociaux de maintenir et, ultimement, développer les services à la population, il est impératif de réaliser des changements qui découlent, notamment, des actions qui ont déjà fait leurs preuves en matière de dispensation des soins et services et de gestion des horaires. Dans cette optique, le gouvernement a pris l'engagement de développer un réseau plus humain et performant.</p> <p>Pour y parvenir, il est essentiel que les parties puissent avoir une réflexion de fond sur les leviers disponibles pour structurer la prestation de service, tout en prenant en compte les besoins des équipes soins afin d'assurer une main-d'œuvre disponible et de permettre de meilleures conditions d'exercice. Étant donné que l'équipe soins s'inscrit dans une vaste organisation de travail et de services, souvent complexe, il sera nécessaire que plusieurs actions concertées soient réalisées par le réseau afin de permettre de réelles améliorations.</p> |   |              |

## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022   | Propositions patronales 27 mars 2023 | Commentaires |
|--|--------------------------------------|--------------|
| <p>Pour arriver à dégager des solutions porteuses :</p> <p><b>18.</b> Il est proposé de créer un forum sur l'équipe soins, laquelle dispense des soins et a des contacts directs, soutenus et récurrents auprès d'une clientèle, qui peut requérir des interventions sept jours sur sept et vingt-quatre heures par jour. Ce forum aurait particulièrement pour mandats :</p> <p><b>18.1</b> D'évaluer des mesures permettant l'implantation de différents horaires de travail pour que les équipes puissent bénéficier d'une plus grande stabilité et prévisibilité ;</p> <p><b>18.2</b> D'identifier des mesures visant l'élimination du recours au temps supplémentaire obligatoire, à l'exception des situations urgentes et imprévues ;</p> <p><b>18.3</b> De proposer des moyens afin de permettre au personnel de l'équipe soins d'avoir une charge de travail équilibrée et être en mesure d'assurer l'offre de services adéquate à la population. De plus, certains enjeux liés à la nature des tâches réalisées par les différents acteurs pourraient aussi être discutés afin de s'assurer que ces équipes soient en mesure de dispenser des soins adaptés par une utilisation optimale des champs de pratique de l'équipe soins.</p> |                                      |              |



Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022   | Propositions patronales 27 mars 2023 | Commentaires |
|--|--------------------------------------|--------------|
| <p>Pour arriver à des solutions concrètes à court terme, certaines d’entre elles demanderont nécessairement de favoriser l’innovation dans l’environnement de travail ou encore de mettre l’accent sur des mesures liées à la formation.</p> <p>Les parties sont également invitées à faire un bilan des travaux des comités interrondes qui ont soulevé les enjeux de main-d’œuvre de l’équipe soins. Elles pourront ainsi poursuivre, lorsqu’applicables, les discussions déjà engagées et proposer des mesures, le cas échéant.</p> <p>19. De plus, afin d’atteindre les objectifs du forum, certains obstacles devront être discutés, soit les dispositions locales en lien notamment avec la notion de poste, de services ou d’aménagement des heures et de la semaine de travail.</p> <p>20. Les parties devront aussi se pencher sur les moyens de permettre une plus grande interdisciplinarité dans la dispensation des soins.</p> <p><b>ÉQUIPE SANTÉ MENTALE</b></p> <p>Dans un objectif de veiller au mieux-être collectif, le gouvernement souhaite mettre l’accent sur des mesures permettant l’amélioration et le rehaussement de l’offre de services en santé mentale, comme décrit dans son <i>Plan d’action interministériel en santé mentale 2022-2026</i>. Pour ce faire, il entend renforcer les services de proximité offerts dans la communauté et auprès des jeunes en milieu scolaire, ce qui requiert la concertation et la collaboration de tous les partenaires.</p> <p>Il est ainsi requis de mettre en place des conditions permettant de veiller à l’amélioration de la santé mentale de l’ensemble de la population et l’accompagnement optimal des personnes présentant un trouble de santé mentale ou des symptômes y étant associés.</p> |                                      |              |

## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022  | Propositions patronales 27 mars 2023 | Commentaires |
|---|--------------------------------------|--------------|
| <p>Plusieurs actions ont été réalisées dans le cadre de la dernière ronde de négociation, dont la titularisation et la majoration volontaire de la semaine normale de travail de certains emplois en santé mentale et sur la bonification des primes de rétention pour les psychologues. Au cours des derniers mois, des comités interrondes se sont penchés sur la charge de travail du personnel de la catégorie des techniciens et professionnels de la santé et des services sociaux, mettant en lumière certaines solutions porteuses dont le potentiel de l'interdisciplinarité pour mieux outiller les équipes à faire face à la charge de travail. Le gouvernement constate, néanmoins, qu'il est toujours requis de prioriser des mesures permettant l'amélioration de l'offre de services dans ce secteur. Ainsi :</p> <p><b>21.</b> Il est proposé de mettre en place un forum sur l'équipe santé mentale qui aurait particulièrement comme mandats, en mettant l'accent sur les psychologues et les autres techniciens et professionnels du domaine de la santé mentale :</p> <p><b>21.1</b> D'identifier les leviers pour assurer une prestation rehaussée des services en santé mentale, notamment en misant sur un horaire élargi, par les psychologues et les autres techniciens et professionnels du secteur de la santé mentale, et ce, autant au sein du réseau de la santé et des services sociaux qu'au sein des centres de services scolaires et commissions scolaires ;</p> <p><b>21.2</b> De repenser l'organisation du travail en santé mentale, notamment afin de favoriser la contribution élargie des professionnels à l'offre de services en santé mentale ainsi que le décroisement des tâches pouvant être réalisées par chacun des titres d'emploi. De plus, les parties sont invitées à réfléchir à des mesures favorisant l'implication des proches des usagers, en soutien de l'offre de services.</p> |                                      |              |

## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022  | Propositions patronales 27 mars 2023  | Commentaires   |
|---|---|--|
| <p><b>22.</b> Pour assurer la mise en place de services en santé mentale répondant aux besoins de la population québécoise, les parties devront aussi résoudre certains obstacles à la pleine mise en œuvre des conditions de travail, en collaboration avec les intervenantes et intervenants appropriés, soit :</p> <p><b>22.1</b> De permettre une plus grande interdisciplinarité dans les services rendus par les professionnels des réseaux ;</p> <p><b>22.2</b> De maintenir un canal de communication avec les maisons d'enseignement afin d'offrir des formations dans le domaine de la santé mentale mieux adaptées à la réalité du travail et du marché de l'emploi.</p> <p><b>F) LES RECOURS</b></p> <p>Devant une augmentation des recours déposés par les associations syndicales, lesquels peuvent avoir des impacts financiers considérables, le gouvernement entend favoriser la recherche de solutions pour régler ces litiges de manière alternative. Il est clair que la déjudiciarisation des litiges est, selon le gouvernement, une voie à considérer pour assurer des relations de travail harmonieuses dans les secteurs public et parapublic. À cet effet :</p> <p><b>23.</b> Il est proposé de considérer la possibilité de régler certains de ces recours ou de mettre en place des modes de règlement des conflits à l'amiable dans le cadre de la présente négociation.</p> |   |  |
|   |   |  |
|   | <p><b>21</b> Il est proposé d'identifier certains recours pour tenter de dégager des règlements ou de mettre en place des modes de règlement des conflits à l'amiable dans le cadre de la présente négociation.</p> | <p>Se retrouvait dans le dépôt patronal du 15 décembre 2022.</p> |

## Dépôt patronal des demandes intersectorielles et sectorielles 2023

| Propositions patronales 15 décembre 2022 | Propositions patronales 27 mars 2023   | Commentaires  |
|--|--|---|
|  | <p><b>G) LES MESURES NATIONALES COMPLÉMENTAIRES</b></p> <p>Le présent dépôt gouvernemental sera complété, à chaque table sectorielle ou unifiée, par des propositions concrètes visant à solutionner des enjeux propres à chaque secteur. Dans le cadre de ces dépôts, les secteurs feront des choix sur les priorités à discuter, dans l'objectif d'engendrer un mouvement dans la négociation. Notamment, des propositions sur les enjeux suivants seront présentées aux tables sectorielles ou unifiées.</p> <p><b><u>Réseau de l'éducation</u></b></p> <p>Propositions visant à diminuer la précarité d'emploi chez les enseignants à temps partiel et à bonifier la formation du personnel de soutien œuvrant auprès des élèves HDAA.</p>   | <p>La partie patronale nous a indiqué qu'il s'agit d'une mise en bouche du dépôt sectoriel annoncé pour le 5 avril 2023 ;</p> <p>La partie patronale n'a pas été en mesure de nous préciser à quel corps d'emploi actuel ou futur, cette bonification de formation s'adresse.</p> |
|  | <p><b>CONCLUSION</b></p> <p>Ce troisième dépôt gouvernemental comprend des mesures significatives, lesquelles confirment l'intention de conclure prochainement des ententes. En effet, par ce dépôt, le gouvernement présente plusieurs ouvertures, dont certaines sont d'ordre monétaire, et concrétise des mesures déjà soumises pour améliorer les conditions de travail des personnes salariées œuvrant dans les équipes classe, équipes soins et équipes santé mentale.</p> <p>En réponse à ces ouvertures, le gouvernement souhaite, de la partie syndicale, un retour dans un délai rapproché qui reflète en substance l'exercice patronal réalisé, soit des mouvements syndicaux importants qui permettront de faire progresser la négociation, notamment celle aux tables sectorielles, en vue d'une entente de principe.</p> | <p>La FAE a déclaré lors de la présentation de ce dépôt patronal que, considérant qu'elle ne recense pas de « mesures significatives », elle s'attendait à des avancées majeures dans le dépôt sectoriel.</p>   |